

christianisme de l'empire, les Arabes sont exaltés par une foi nouvelle. C'est cela et cela seul qui les rend inassimilables » (p. 109).

L'expansion islamique (voir les cartes en fin de volume) va scinder la Méditerranée en Orient et en Occident et cette « déchirure durera jusqu'à nos jours » (p. 111). Par le fait même de l'occupation d'une partie de la Méditerranée par une civilisation nouvelle, le centre de gravité de l'Europe est repoussé vers le nord. Le pouvoir pontifical romain est coupé de Byzance, et Charlemagne va établir sa capitale au nord, à Aix-la-Chapelle. « L'empire de Charlemagne est le point d'aboutissement de la rupture, par l'Islam, de l'équilibre européen. S'il a pu se réaliser, c'est que, d'une part, la séparation de l'Orient d'avec l'Occident a limité l'autorité du pape à l'Europe occidentale et que d'autre part, la conquête de l'Espagne et de l'Afrique, par l'Islam, avait fait du roi des Francs le maître de l'Occident chrétien. Il est donc rigoureusement vrai de dire que, sans Mahomet, Charlemagne est inconcevable. » (p. 174).

L'ouvrage, tel qu'il est publié (1<sup>re</sup> édition PUF 1970), était inachevé dans son écriture et dans son appareillage critique, la mort, en 1935, ayant empêché l'auteur de le parachever pour l'édition. Mais la recherche avait été à son terme et, moyennant de légères retouches et additions, dues au disciple F. Vercauteren et au fils J. Pirenne, l'œuvre provoque l'admiration par son art de la synthèse et l'audace de ses vues qui, trois quarts de siècle plus tard, n'ont probablement pas encore été assez intégrées dans les perspectives historiques sur l'expansion islamique en bordure de la Méditerranée.

Constant HAMES  
(CNRS, Paris)

Thierry BIANQUIS, *Damas et la Syrie sous la domination fatimide (359-468/969-1076) : essai d'interprétation de chroniques arabes médiévales*. Institut français de Damas, Damas, 1986, 1989. 2 tomes, 17 × 24,5 cm, 826 p.

L'Empire fatimide, le plus puissant du monde islamique aux X<sup>e</sup>-XI<sup>e</sup> siècles, s'était fixé comme but ultime la conquête de l'Iraq mais il ne fut pas même capable de s'implanter de manière permanente en Syrie. Voici, sur ce sujet, une œuvre imposante, qui, délaissant les hypothèses plus ou moins fondées en circulation depuis des générations d'orientalistes, nous offre pour la première fois un tableau détaillé et complet des motifs qui ont amené l'arrêt de l'expansion fatimide en Syrie.

En bref, l'auteur distingue deux périodes de domination fatimide. Pendant la première période, 969-996, la dynastie califale disposait de ressources imposantes, mais, l'armée, composée de tribus maghrébines, manquait de la discipline et des armes nécessaires pour venir à bout d'une population syrienne, également tribale, en tout cas partiellement (p. 111). Pendant la deuxième période, 996-1076, des officiers professionnels turcs ou des princes locaux, dotés de cavaleries mieux disciplinées et équipées, entrèrent en concurrence avec les Maghrébins en Syrie, mais, à ce moment, les ressources financières faisaient défaut et la conquête de l'Iraq demeura inachevée (p. 179, 210-234, 257, 383, 443, 547-548, 659). La Syrie des X<sup>e</sup>-XI<sup>e</sup> siècles fut donc une province

où les circonstances historiques (tribalismes maghrébins et indigènes au début, manque de moyens fiscaux, plus tard), empêchèrent les Fatimides de jouer un rôle militaire et administratif fort, contrairement, par exemple, à la Syrie du XIII<sup>e</sup> siècle où des conditions différentes (croisés, Mongols) favorisaient une domination plus puissante des Mameluks égyptiens.

C'est sur ce constat, ainsi qu'à une série d'autres conclusions concernant plus spécifiquement l'évolution de la société urbaine, notamment à Damas, que débouche cette thèse d'État, soutenue à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne en 1984, et imprimée à Damas en deux tomes. Le travail se fonde sur une lecture « exhaustive » d'*« un petit nombre de sources, les plus riches, les plus originales, les plus variées par le point de vue où elles se placent »* (p. xvii), avec l'objectif d'établir « un exposé des événements et de leurs enchaînements » (p. xx), tout en observant les « présupposés qui sous-tendaient l'œuvre de chaque historien, ses préférences ethniques, ses préjugés sociaux, ses options politiques » (p. xviii). L'auteur veut s'abstenir (contrairement au titre de son ouvrage ?) de toutes « propositions d'interprétation » (p. xx); pourtant, dans la conclusion, il avance quelques « thèmes de réflexion » et il annonce une étude supplémentaire, complétant un projet d'ensemble de « diptyque » (p. xx) dans lequel ces thèmes seraient mis en relation avec « les recherches actuellement menées sur la société arabe médiévale » (p. 705).

Si, à première vue, cette lecture d'une demi-douzaine d'historiens paraît modeste, je me hâte de signaler que la bibliographie, impressionnante, renvoie à une centaine de textes arabes, émanant d'auteurs échelonnés de l'époque fatimide à celle des Mameluks. Th. B. a préféré les textes publiés aux manuscrits, étant donné les problèmes pratiques de lecture provenant de variantes ou de lacunes, problèmes que l'auteur connaît bien, étant lui-même éditeur de textes arabes.

L'approche d'une lecture tout à la fois sélective et exhaustive est certainement supérieure à la méthode classique orientaliste, prétendant à une réalité historique objective, demeurée en fait prisonnière de l'historicisme positiviste du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais du point de vue de l'ensemble des sources disponibles, elle pose néanmoins quelques questions sur des points précis. Presque la moitié des sources citées datent de la période mameluke, c'est-à-dire d'une période de deux cents à cinq cents ans postérieure aux événements. Pourquoi cette masse de documents tardifs ? Qu'apportent-ils qui manque chez les historiens antérieurs ? Du reste, pourquoi les manuscrits de quatre historiens chroniqueurs mameluks (*Sibṭ Ibn al-Ǧawzī*, *Nuwayrī*, *Dahabī*, *Ibn Tagrī Birdī*), mais pas les manuscrits d'autres historiens de la même importance (par exemple *Baybars al-Mansūrī*, *Ibn Šākir* et *al-‘Aynī*) ? Une note sur les critères de sélection des auteurs tardifs utilisés aurait été utile.

Un présupposé typique de la plupart des chroniques tardives, présupposé qui joue un rôle central dans l'étude de Th. B., est « l'étrange attirance » des chroniqueurs pour les cavaliers turcs, décrits comme hardis et chevaleresques sous les Fatimides (p. 462). Selon l'auteur, l'*« archéotype »* de ces cavaliers est le pieux guerrier combattant contre les croisés aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles, « rétro-projeté » dans un XI<sup>e</sup> siècle, époque où il n'était encore qu'un aventurier opportuniste venu de l'Orient avec des troupes de combattants professionnels. L'auteur souligne justement la « nouveauté » (p. 152) au X<sup>e</sup> siècle de ces guerriers de métier, équipés de cuirasses de fer, d'arcs, de lances, de fléaux d'armes, de sabres et de chevaux caparaçonnés (p. 109, 113, 201, 242, 597 et 660). Dotés d'une telle panoplie, les cavaliers turcs étaient supérieurs aux

cavaliers tribaux, moins bien entraînés, armés et équipés, et il n'est pas surprenant que les chroniqueurs les admirent en leur attribuant une ardeur islamique en réalité encore absente, avant l'arrivée des Seldjouqides et des croisés en Syrie.

Le revers de la médaille fut la militarisation de la classe dirigeante dans l'Empire fatimide. Selon Th. B., le tournant de cette évolution progressive peut être daté de la minorité de l'*imām* al-Ḥākim (996-1021). La masse inutile de pensionnés civils et militaires qui s'était constituée sous al-‘Azīz, le père prodigue d'al-Ḥākim, entravait les fonctions de l'État et, après quatre ans d'apprentissage, le jeune *imām* se mit à l'œuvre. Il commença par décimer systématiquement les trois factions de l'élite, les tributaires, chrétiens et juifs, les Maghrébins, les Orientaux (p. 287-291). Puis, il prit une série de décrets draconiens de morale publique pour gagner le soutien des masses populaires sunnites contre l'élite (p. 357-358) et finalement « flitta » avec la nouvelle religion des Druzes. Ceux-ci voulaient faire de lui un être divin, fondateur d'une religion « unitaire », placée au-dessus de toutes les diverses communautés. Dans une brillante analyse, Th. B. montre que ce programme de gouvernement direct, sans classe dirigeante intermédiaire, eut comme résultat, non seulement la célèbre disparition de l'*imām*, apparemment devenu fou, mais aussi une fragilité renouvelée de la fiscalité de l'État et, d'un autre côté, le rôle de plus en plus important joué par le groupe militaire dans l'élite reconstituée (p. 387 et 397). L'apparition en 1074, sous le vizirat de Badr al-Ǧamālī, du « second État fatimide » (p. 663), fiscalement plus modeste et par conséquent limité à une élite étroite de militaires, marque la conclusion.

En Syrie, l'armée fatimide ne pouvait être militairement inquiétée dans sa protection des villes côtières, ports qui jouaient un rôle croissant, grâce aux premiers établissements de chrétiens italiens, impliqués dans le commerce de longue distance, entre l'Inde et la Méditerranée. Mais, à l'intérieur des terres, des chefs de tribus ou des milices urbaines conservaient la capacité de contester le pouvoir de leur maître fatimide. En suivant la chronique complexe des soumissions et révoltes, des pactes et des trahisons, tirée magistralement des sources par Th. B., on est frappé par l'ubiquité des tribus. Leurs membres étaient non seulement des bergers et des caravaniers mais aussi des propriétaires de terres agricoles, des cavaliers lourds équipés à la turque, des princes locaux, tenant des villes, et des initiateurs d'anticalifats. Cependant l'hypothèse de l'auteur, attribuant à la démographie et au climat l'origine de la prépondérance relative des nomades dans la Syrie fatimide (p. 325, 386, 433, 507, 611, 651, 664) me paraît quelque peu hasardeuse. En effet, la grande expansion de l'islam eut lieu à l'époque où des épidémies successives prolongeaient la grande peste de Justinien (542-ca 750). Deux situations démographiques de sens inverse, l'une d'accroissement, l'autre de réduction, pouvaient-elles pousser à l'expansion ?

Le même phénomène d'une vigueur relative caractérise les « jeunes gens », *ahdāt*, en Syrie urbaine fatimide. Th. B., bien connu pour plusieurs études consacrées à ce phénomène, présente un bilan définitif de leur rôle. Ces jeunes gens, groupés autour des portes des villes, étaient de petits artisans ou des villageois récemment arrivés. Souvent, ils portaient des armes et percevaient des « taxes » de protection dans un quartier, ou dans la ville ou dans des villages environnants. Selon les circonstances, ils se faisaient les défenseurs des villes contre les Fatimides ou bien ils marchaient avec ceux-ci contre des ennemis communs. Parfois, ils se dressaient contre les riches familles des pieux marchands de la ville, soit pour les exproprier, soit pour briser leur monopole

d'exercice du droit islamique. Th. B. cite l'exemple fascinant de deux révoltes, l'une à Damas en 960, dix ans avant la conquête fatimide, l'autre, à Tinnis en Égypte en 971, où les «jeunes gens» se révoltèrent contre la pratique des mariages sans le consentement de la future épouse, pratique qui favorisait les notables riches et âgés et qui excluait les jeunes gens des milieux modestes (p. 340 sq., 674 sq., 677 sq.). On assiste à une différenciation sociale urbaine qui se déroulera d'une manière parallèle, frappante, en Italie et en Flandre, comme Th. B. le souligne (p. 441).

La lecture de cette étude, fruit d'une vaste érudition et de recherches minutieuses, est un rare plaisir. L'auteur se dit «un simple arabisant» (p. 529), mais ces deux tomes témoignent d'une méthodologie très sophistiquée et leur contenu est particulièrement bien élaboré. On attend avec impatience le second volet du diptyque.

Peter VON SIVERS  
(Université d'Utah, USA)

Jonathan BERKEY, *The Transmission of Knowledge in Medieval Cairo. A social History of Islamic Education*. Princeton University Press, 1992. 24 × 16 cm, 238 p.

Ce livre de J. Berkey est une excellente présentation des mécanismes de l'enseignement à l'époque mameluke. Pour cette raison, à défaut d'être vraiment une «Histoire sociale de l'éducation islamique» (sous-titre imposé par l'éditeur?), il entre désormais dans les «classiques» à lire pour aborder cette époque, tels les ouvrages de I.M. Lapidus et de C. Petry. La raison en est simple. Sa matière est tirée d'une exploitation des actes de *waqfs* des fondations d'enseignement dans Le Caire mameluk (9 *waqfs* du XIV<sup>e</sup> siècle et 19 *waqfs* du XV<sup>e</sup> siècle). On est là sur un terrain sûr qu'avait déjà exploré M.M. Amīn (*Al-Awqāf wa'l-hayāt al-iġtimā'iyya fī Miṣr*, 1980)<sup>1</sup>. Le travail de J. Berkey exploite pleinement les possibilités offertes par la documentation d'archive, et mène à son propos une intéressante réflexion.

L'ouvrage est divisé en sept chapitres. Un chapitre d'introduction expose les éléments de l'étude, un bref rappel de l'origine des *madrasas*, et de ce que fut ce régime mameluk pendant lequel elles allaient se multiplier au Caire (quelque 130 fondations de dénominations diverses, durant l'ensemble de la période mameluke) dans une société où ni l'État, ni un corps clérical en tant que tel, ne se sentent la responsabilité systématique de les entretenir. Le thème général qu'on va retrouver dans tout le livre apparaît déjà : l'enseignement, davantage lié aux maîtres qu'aux institutions (qui n'ont eu, selon J.B., en tant que telles, aucun rôle semblable à celui qu'ont eu les grandes institutions universitaires d'Occident, dotées, elles, d'une «personnalité scientifique»), dépasse de beaucoup le cadre des établissements qui sont de simples locaux où peut s'opérer (là, mais aussi ailleurs) la transmission du savoir.

Ce sont, très logiquement, les modalités de cette transmission, qui sont analysées dans le second chapitre («Instruction»). L'accent est fortement mis sur l'importance de la présence

1. Voir sur cet ouvrage notre compte rendu dans *Bulletin critique*, n° 6 (1989), p. 126-130.